

Au cours de son allocution, M. Sharpe a donné une vue d'ensemble de l'évolution de l'*IBEE* vers une approche plus adaptée à la mesure du progrès en matière de bien-être. En premier lieu, M. Sharpe a présenté un sommaire des différentes composantes de l'indice, ainsi que les problèmes méthodologiques associés à sa construction. Ensuite, il a analysé les plus récentes estimations de l'*IBEE* dans son ensemble et selon ses diverses composantes, pour le Canada pour la période allant de 1981 à 2009, ainsi que pour 14 pays de l'OCDE, pour la période allant de 1980 à 2008.

L'*IBEE* accorde davantage d'importance aux dimensions sociales et économiques qu'aux questions environnementales. Selon Osberg et Sharpe, le bien-être de la société dépend de la consommation, de l'accumulation de capital ainsi que des inégalités et de l'insécurité qui caractérisent la distribution d'agrégats macroéconomiques. Dans leurs travaux empiriques, ils ont estimé :

1. les flux de consommation effectifs par habitant : ils incluent la consommation des biens et des services marchands ainsi que des prestations gouvernementales. Cette rubrique tient compte de la production des ménages, des économies d'échelle dues aux changements de la taille des familles, des tendances quant aux temps de loisirs et, finalement, des progrès de l'espérance de vie ;

2. l'accumulation nette des ressources productives : elle inclut l'accumulation nette du capital et des stocks immobiliers, les changements nets qui affectent la valeur des stocks de ressources naturelles, les coûts environnementaux, la variation du niveau de l'endettement extérieur net, et l'accumulation du capital humain et intellectuel dans les investissements de recherche et de développement ;
3. la distribution du revenu : l'intensité de la pauvreté et l'inégalité des revenus ; et
4. la sécurité économique vis-à-vis de la perte de l'emploi et du chômage, de la maladie, de la pauvreté monoparentale et de la misère des personnes âgées.

L'*IBEE* a été estimé pour le Canada, les États-Unis et quelques pays de l'OCDE. Au Canada, l'indice a affiché un taux annuel moyen de croissance de 1,20 % pour la période 1981-2008, soit en-dessous du taux de croissance de 1,58 % du PNB *per capita*. Même si la consommation et la santé ont affiché une solide avance au cours de la période, il y a eu une baisse au niveau de la qualité de vie et de la sécurité économique (<http://www.csls.ca/reports/csls2009-10.pdf>).

Parmi 14 pays de l'OCDE, la Norvège avait un indice de bien-être économique le plus

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7

Téléphone
514.342.7537

Télécopieur
514.342.3967

Courriel
national@asdeq.org
Internet
www.asdeq.org

élevé, alors que l'Espagne avait l'indice le plus bas. Parmi les pays de l'OCDE, le Canada se retrouvait au 9e rang. Au cours de la période 1980-2007, le Danemark a connu la croissance la plus rapide de l'indice de bien-être, et les Pays-Bas la plus lente. Le taux de croissance de l'indice de bien-être s'est révélé moindre que celui du PNB per capita pour les 14 pays de l'OCDE (<http://www.csls.ca/reports/csls2009-11.pdf>). Des détails sur la construction de l'IBEE, ainsi que les estimations sont accessibles au site <http://www.csls.ca/iwb/prov.asp>.

M. Sharpe considère que le développement de politiques publiques induit des choix sociaux rationnels qui, pour être correctement évalués, requièrent une organisation optimale de l'information. Il est convaincu que l'IBEE éclaire le processus politique en soulignant l'importance de quatre aspects du bien être économique (les flux de consommation, l'accumulation des richesses, la distribution du revenu et la sécurité économique), permettant ainsi aux citoyens d'émettre des jugements informés sur les arbitrages qui se font entre ces quatre dimensions.

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7

Téléphone
514.342.7537

Télécopieur
514.342.3967

Courriel
national@asdeq.org

Internet
www.asdeq.org

www.asdeq.org

Le développement des économistes dans la fonction publique québécoise : un levier stratégique



CLAUDE SICARD

Le 29 mars dernier, l'ASDEQ - Vieille Capitale avait invité **Claude Sicard**, vice-président aux ressources humaines, Centre de services partagés du

Québec (CSPQ) à présenter ses réflexions sur « *Le développement des économistes dans la fonction publique québécoise : un levier stratégique* ». M. Sicard a d'abord présenté le mandat du CSPQ qui consiste à : mettre en place une offre de services gouvernementale favorisant notamment : le développement des compétences communes ; l'alignement des compétences avec les orientations de l'État ; et le partage d'infrastructures communes en développement.

Il a ensuite expliqué que le CSPQ s'intéresse au développement des économistes afin de :

► répondre au besoin de mission

gouvernementale puisque l'économie est une science sociale qui étudie la production, la répartition et la distribution des richesses ►

d'une société, et que le rôle fondamental de l'économiste dans la fonction publique est de conseiller le gouvernement dans le développement et la mise en œuvre de politiques et programmes ; et

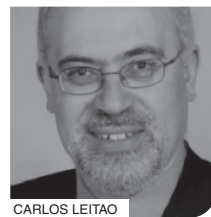
- ▶ **attirer, motiver, et retenir une nouvelle génération** avec des attentes particulières. Selon *Ranstad, Jobboom, Workopolis*, la nouvelle génération recherche des défis, le respect, l'autonomie, et la formation continue. Elle accorde beaucoup d'importance à l'équilibre travail – vie personnelle. Elle voit le patron comme un mentor et un *coach* plutôt qu'un boss – est davantage favorable à l'autorité de l'argument qu'à l'argument de l'autorité (loyauté envers la compétence). Elle a besoin de rétroaction continue ; et
- ▶ **adapter et renouveler les compétences.** Selon **Alan Greenspan**, ancien président de la Réserve fédérale aux États-Unis, « *Notre économie change jour après jour et, en ce sens, elle est toujours nouvelle* ».

Afin de soutenir le rôle des économistes, une réflexion a récemment été amorcée par le CSPQ, en concertation avec le milieu, dans le cadre d'un projet sur le développement de leurs compétences au sein de la fonction publique du Québec.

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7
Téléphone
514.342.7537
Télécopieur
514.342.3967
Courriel
national@asdeq.org
Internet
www.asdeq.org

Colloque : L'économie du Québec après la crise – d'où viendra la croissance ?

Compte tenu de l'ampleur de la récession au Québec et principalement chez les principaux partenaires économiques, l'ASDEQ-Vieille Capitale a organisé un colloque, le 22 avril dernier, pour faire le point sur les perspectives de croissance et de développement à moyen terme de l'économie du Québec au sortir d'une crise qui ressemble autant à une restructuration majeure de l'économie mondiale qu'à un simple ajustement cyclique entre l'offre et la demande. Les conférenciers ont été invités à traiter des forces et les faiblesses de l'économie québécoise de même que sur les possibilités nouvelles et les menaces auxquelles font face ses grands secteurs d'activité.



CARLOS LEITAO

En conférence d'ouverture, les défis et les potentialités qu'offre le nouvel environnement économique du Québec et dans le monde ont été

abordés par **Carlos Leitao**, économiste en chef et stratège, valeurs mobilières, Banque Laurentienne, proclamé deuxième meilleur révisionniste au monde par Bloomberg en

2009. Dans sa présentation intitulée « *Les perspectives économiques nord-américaines* » (<http://www.asdeq.org/activites/ppt/2010/Colloque-22avril2010-presentation-Carlos-Leitao.ppt>), M. Leitao a mentionné qu'au niveau de l'économie mondiale, la reprise économique est inégale – l'Asie étant la région la plus dynamique, alors qu'au Japon, la croissance est la plus lente. Aux États-Unis, le système financier a été stabilisé, mais pas complètement rétabli - le crédit bancaire est toujours en baisse. Le marché du travail est toujours en récession - tous les emplois créés lors du dernier cycle ont été perdus. Même si le revenu du travail est encore faible, il y a eu une explosion de la consommation, qui a été facilitée par la « démocratisation » du crédit, « l'innovation » financière et « l'exubérance » personnelle. Quant au Canada, le marché hypothécaire y est plus traditionnel qu'aux États-Unis puisque la dette hypothécaire en proportion du PIB est quasiment la moitié de celle de ses voisins du Sud. De plus, le système financier canadien, sans être parfait, fonctionne, et les banques prêtent toujours. Le marché du travail est plus solide même si la chute de la production a été similaire. La récession canadienne a été très concentrée – plus sévère pour les industries des biens que celles de services. Il y a eu une politique monétaire plus prudente. Les défis à moyen terme sont : 1) la démographique ; 2) la compétitivité / productivité ; et 3) l'endettement public.



LUC GOUBOUT

Les effets de la crise et des principaux déséquilibres structurels de l'économie du Québec ont été présentés par **Luc Godbout**, chercheur principal en

finances publiques à la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke et membre du groupe de consultations pré-budgétaires du ministre des Finances, dans son intervention sur les : « *Finances publiques du Québec : Au sortir d'une récession, mais devant d'importants défis à relever* » (<http://www.asdeq.org/activites/ppt/2010/Colloque-22avril2010-presentation-Luc-Godbout.ppt>). M. Godbout a revu l'état délicat de la situation : des services publics étendus ; une marge de manœuvre de plus en plus étroite ; une capacité de payer limitée par une richesse moindre ; des services publics plus élevés qu'en Ontario et qui exigent de prélever davantage d'impôts et de taxes ; un endettement important avec un service de la dette qui va reprendre de l'importance. Le Québec est en présence d'une situation budgétaire difficile qui se dégrade même après la fin de la récession, ce qui va entraîner des pressions sur le cadre financier pour retrouver l'équilibre (à cause de coûts croissants de la santé et du service de la dette). Même en limitant la croissance annuelle des dépenses de programmes (cible de 2,8%), en intensifiant les efforts pour contrer l'évasion fiscale et l'évitement (cible de 1,2 G\$ en 2013-14), et en accroissant

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7

Téléphone
514.342.7537

Télécopieur
514.342.3967

Courriel
national@asdeq.org

Internet
www.asdeq.org

www.asdeq.org

les recettes (taxe de vente du Québec, taxe sur l'essence et la contribution santé et le dégel des droits de scolarité), il reste encore 1 milliard\$ à identifier d'ici 2013-2014. M. Godbout a conclu que les défis du Québec débordent la récession actuelle et même au-delà du plan de retour à l'équilibre budgétaire. Le refus d'agir n'est définitivement pas une option. Il est impératif de rétablir l'équilibre budgétaire en 2013-2014, « car plusieurs autres défis nous attendent en sus du retour à l'équilibre budgétaire ».



MARC-URBAIN PROULX

Marc-Urbain Proulx, Université du Québec à Chicoutimi, a traité de « *La contribution des territoires périphériques* » ([http://www.asdeq.org/activites/ppt/2010/](http://www.asdeq.org/activites/ppt/2010/Colloque-22avril2010-presentation-Marc-Urbain-Proulx.ppt)

[Colloque-22avril2010-presentation-Marc-Urbain-Proulx.ppt](http://www.asdeq.org/activites/ppt/2010/Colloque-22avril2010-presentation-Marc-Urbain-Proulx.ppt)). Malgré la métropolisation actuelle de la population, les périphéries sont de plus en plus occupées. Au Québec, le déplacement des forces de la gravité s'est effectué de Québec vers Montréal (1850), ensuite vers Toronto (1950), et maintenant vers les pôles urbains de l'ouest. Le Québec s'avère une vaste périphérie nordique, elle-même de plus en plus périphérique. Cependant, la périphérie québécoise crée de la richesse : 45 % du Québec est en forêt ; 25 % de l'hydroélectricité produite en Amérique du Nord ; immenses gisements éoliens ; plusieurs mines en opération ; et niches périphériques de villégiature et de

tourisme nature. Les éléments de problématique de la périphérie sont : l'accessibilité aux territoires : transport ; la dispersion des bassins, gisements, établissements ; la fragilité de l'environnement et de la bio-diversité ; le renouvellement des ressources naturelles ; les droits de propriété autochtone ; l'intensité technologique ; les investissements aléatoires ; les fuites accentuées de la richesse créée ; peu d'occasions dans la transformation des ressources ; et la nécessité de nouveaux savoir-faire spécialisés. Les perspectives d'avenir pour la périphérie demeurent : les grands chantiers miniers, hydroélectriques, éoliens, jardinage des forêts, transport, pétrole, gaz ; l'élevage marin de niches dans le golfe du Saint-Laurent ; le virage « bio » dans l'agriculture et la forêt ; l'exploration et exploitation minière par les nouvelles technologies ; la gestion scrupuleuse de l'eau douce ; la R&D dans l'hydroélectricité, l'éolien, le solaire ; la multiplication des petites productions spécialisées : agroalimentaire ; récréotouristiques ; aquaculture ; arboriculture ; élevage exotique ; énergies renouvelables ; interprétation du patrimoine naturel.



SIMON PRÉVOST

Simon Prévost, président, Manufacturiers et exportateurs du Québec, a tracé « *Une feuille de route pour la reprise* » ([http://www.asdeq.org/activites/ppt/2010/](http://www.asdeq.org/activites/ppt/2010/Colloque-22avril2010-presentation-Simon-Prevost.ppt)

[Colloque-22avril2010-presentation-Simon-Prevost.ppt](http://www.asdeq.org/activites/ppt/2010/Colloque-22avril2010-presentation-Simon-Prevost.ppt)). ▶

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7
Téléphone
514.342.7537
Télécopieur
514.342.3967
Courriel
national@asdeq.org
Internet
www.asdeq.org

www.asdeq.org

Il a d'abord souligné l'importance du secteur manufacturier et des exportations : il y a plus de 600 G\$ d'expéditions manufacturières par année ; la fabrication représente plus des deux tiers des investissements privés en R-D, plus de 30 % des recettes fiscales de tous les ordres de gouvernement, et compte pour environ 18 % du PIB (les usines québécoises ont réalisé le quart des ventes des fabricants canadiens en 2008). Les exportateurs emploient directement plus de 2 millions de personnes au Canada et indirectement plus de 3 autres millions - un emploi sur 3 au Canada dépend des exportations. Le secteur des services est aussi un secteur qui exporte - il compte pour environ 73 % des emplois au pays. Depuis l'entrée en vigueur des accords de libre-échange (ALE et ALENA), la part des exportations internationales dans le PIB est passée de 20 % en 1988 à 34 % en 2008. Cependant, la conjoncture demeure encore difficile malgré une reprise manufacturière modérée. Pour s'en sortir, il faut minimiser les risques financiers (nouvelles bulles financières ; le défaut de paiement de dette par certains pays ; et le marché obligataire et la volatilité de la devise). Il faut également entreprendre des changements structurels (changement des attentes des consommateurs ; montée en puissance des concurrents internationaux ; les fusions et la réorganisation des chaînes d'approvisionnement ; le vieillissement de la population, et les contraintes énergétiques et

priorités environnementales. En termes concrets, il faut miser sur : le succès des clients et des fournisseurs ; les solutions et non uniquement sur les produits (p. ex. fournir de la valeur aux clients à travers le *design*, l'ingénierie, les services et le financement) ; les opportunités mondiales ; la commercialisation continue des produits, des processus et des procédés novateurs. Les prescriptions de politiques publiques doivent : favoriser l'investissement dans les actifs productifs ; favoriser l'innovation, l'utilisation de nouvelles technologies et la commercialisation de nouveaux produits ; améliorer les aptitudes des entreprises à profiter des marchés mondiaux ; améliorer la qualité de la main-d'œuvre ; améliorer l'accès au financement des entreprises compétitives et solvables ; renforcer les infrastructures logistiques et énergétiques ; et améliorer l'efficacité de la réglementation.



LUC VALLÉE

Luc Vallée, Développement économique Canada, a centré sa présentation sur « *L'avenir de l'industrie des services au Québec* » ([http://www.asdeq.org/activites/ppt/2010/](http://www.asdeq.org/activites/ppt/2010/Colloque-22avril2010-presentation-Luc-Vallee.ppt)

[Colloque-22avril2010-presentation-Luc-Vallee.ppt](http://www.asdeq.org/activites/ppt/2010/Colloque-22avril2010-presentation-Luc-Vallee.ppt)). Il a noté le rendez-vous inévitable avec la mondialisation - les pertes dans le secteur manufacturier devront être plus que compensées par les gains dans les services. Les raisons de la progression des services sont : la tertiarisation de l'économie (on consomme plus de services) ; l'entrée

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7
Téléphone
514.342.7537
Télécopieur
514.342.3967
Courriel
national@asdeq.org
Internet
www.asdeq.org

www.asdeq.org

des femmes sur le marché du travail, ce qui a graduellement entraîné l'exécution de certaines tâches ménagères par des services externes (p. ex. garderie, entretien ménager, buanderie); la mondialisation – même si les services sont moins sujets au commerce international, p.ex. coupe de cheveux, restauration, détaillant, transport, etc.) et aux marchés (services gouvernementaux: sécurité, santé, éducation). Le Québec est moins productif que l'Ontario dans les services. Les secteurs « stagnants » de la santé et services sociaux sont les grands responsables, avec le commerce, les hôtels et les restaurants, de l'écart de croissance de productivité entre les services et le secteur manufacturier. La productivité n'a pas toujours de signification concrète dans l'industrie des services alors que la compétitivité provient de la capacité des entreprises de services à aider les entreprises à devenir plus compétitives (ou à offrir aux consommateurs des services à valeur ajoutée) - dans les services, les rendements croissants sont beaucoup plus fréquents, proviennent de la croissance des revenus et peuvent être quasi-illimités. Les « experts » prévoient que: la grande majorité des emplois d'ici 2013 viendront des services: croissance dix fois plus élevée que celle prévue pour les biens; les emplois seront surtout créés dans les secteurs de soins de santé et de l'assistance sociale (incontournable pour le bien-être), et les services professionnels, scientifiques et techniques (nécessaire à la prospérité). Les défis sont de demeurer compétitif et de garder un

équilibre acceptable entre bien-être et prospérité étant donné les contraintes de notre économie qui sont: la fiscalité; le déclin démographique; le retard de productivité; la population moins instruite; une structure industrielle sous-optimale; l'économie de petites PME; le dollar fort; la faible reprise nord-américaine, etc.



FRANÇOIS MACEROLA

François Macerola, Président et chef de la direction, Société de développement des entreprises culturelles du Québec (SODEC) a mis l'emphase sur

l'importance du commerce des biens culturels au Québec (<http://www.asdeq.org/activites/ppt/2010/Colloque-22avril2010-presentation-Francois-Macerola.ppt>). Il a précisé que la SODEC est un partenaire économique et culturel au service des entreprises culturelles québécoises des secteurs du cinéma, de la production télévisuelle, du livre, de la musique et des variétés, des métiers d'art et du patrimoine immobilier. Il a mentionné qu'une augmentation de 10% des échanges de biens culturels accroît le commerce de biens traditionnels de 3,25 à 4,25%. En 2003, les Québécois ont dépensé 4,8 G\$ en produits et services culturels. Ces dépenses ont augmenté de 27% entre 1997 et 2003. La culture au Québec, c'est aussi: 120 000 emplois; et un PIB évalué à 10 G\$. M. Macerola a conclu que la culture est donc un levier économique important, et que les entreprises culturelles québécoises

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7

Téléphone
514.342.7537

Télécopieur
514.342.3967

Courriel
national@asdeq.org

Internet
www.asdeq.org

www.asdeq.org

sont rentables et exportables. Le Québec est une puissance de la création.



JOHN PARISELLA

John Parisella, délégué général du Québec à New York et observateur chevronné de la scène politique américaine, a clôturé le colloque en

traitant des défis et enjeux auxquels est confronté notre principal partenaire commercial et les implications économiques pour le Québec. Selon **M. Parisella**, les développements aux États-Unis sont importants pour le Québec. Sur les plans du commerce et de l'investissement, de la lutte aux changements climatiques et bien sûr de la sécurité publique, le Québec entretient un partenariat de longue date avec les États-Unis. **M. Parisella** a fait le point sur les plus récents développements politiques et économiques aux États-Unis, et a souligné l'importance des collaborations entre le Québec et les États-Unis en économie, en énergie et en environnement, en sécurité publique et en transport. Il a aussi parlé des dossiers qu'il suit de près en tant que délégué général, notamment les exportations québécoises d'hydroélectricité vers les États-Unis et les perspectives pour le développement d'un train rapide entre Montréal et New York.

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7

Téléphone
514.342.7537

Télécopieur
514.342.3967

Courriel
national@asdeq.org

Internet
www.asdeq.org

www.asdeq.org

Transformations urbaines et développement économique



FLORENCE JUNCA-ADENOT

Le 4 mai dernier, au Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO), l'ASDEQ-Montréal tenait un dîner-conférence sur les

« *Transformations urbaines et développement économique* » avec la conférencière **Florence Junca-Adenot**, Directrice du Forum URBA 2015, Département d'études urbaines et touristiques de l'UQAM - voir sa présentation au site suivant : <http://www.asdeq.org/activites/ppt/2010/Conference-4mai2010-Presentation.ppt>. Mme **Junca-Adenot** a soutenu que les transformations urbaines conditionnent le développement économique, et qu'une communauté sans projet est une communauté perdante. Les conditions pour attirer des investissements et employés bien formés à Montréal sont de son avis : une vision, un plan stratégique et un plan urbain clairs et attirants ; l'accès à l'emploi ; l'éducation, la créativité culturelle et scientifique ; l'accessibilité au logement et la vie de quartier ; l'accès au financement ; la qualité urbaine de la ville et de ses bâtiments, de ses parcs, de ses berges, de son environnement, le cadre de vie ; le dynamisme culturel ; l'accessibilité aux réseaux de transport et aux offres de nouvelles

mobilités; des services de proximité efficaces et disponibles; la prise en compte des nouvelles préoccupations environnementales; et la sécurité et les relations inter groupes paisibles.

Mme **Junca-Adenot** souligne que les grands projets qui façonnent les transformations urbaines réussiront s'ils respectent la plupart des cinq groupes de facteurs de succès pour marier transformations urbaines et développement économique, à savoir les facteurs:

- de gouvernance, p. ex. se doter d'une vision claire, à court et à long terme, cohérente et partagée par tous, des développements que la ville préconise, traduite dans différents plans intégrés;
- environnementaux devant respecter les milieux urbains et naturels, et construire durablement des projets de qualité;
- économiques et financiers parce que les infrastructures sont un investissement et non pas une dépense;
- liés à l'expertise (il y a heureusement une expérience québécoise mondiale en matière de planification urbaine et de gestion de projets, de la planification à la réalisation); et
- de communication parce qu'il y a un rôle prépondérant des médias à éduquer, et pour encourager une mobilisation positive participative.

Si ces facteurs ne sont pas pris en compte, les grands projets rencontreront de grandes difficultés économiques, et la ville en sortira perdante à moyen terme.

Congrès 2010 de l'ASDEQ



La 35^{ème} édition du congrès annuel de l'Association des économistes québécois (ASDEQ), qui s'est déroulée les 12, 13 et 14 mai derniers à l'Hôtel Loews Le Concorde, Québec, avait pour thème « *Le capital humain: défis pour un Québec prospère* ». Le capital humain est devenu un défi

de taille si pressant pour le Québec que les économistes de l'ASDEQ lui accordent plus d'importance que celui des finances publiques et de la crise financière européenne. « Il y a trop longtemps qu'on ne fait qu'effleurer la problématique de la rareté de la main-d'œuvre et des compétences des travailleurs à travers la province. Il est grand temps d'agir avant qu'il ne soit trop tard », a exprimé **Sylvie Dillard**, présidente de l'ASDEQ. Le Congrès a permis d'analyser les politiques publiques à l'égard du capital humain tant pour le secteur public que privé ainsi que celle sur les compétences de

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7
Téléphone
514.342.7537
Télécopieur
514.342.3967
Courriel
national@asdeq.org
Internet
www.asdeq.org

www.asdeq.org

la main- d'œuvre, qui doivent être valorisées, pour remédier à la faible productivité des entreprises québécoises - le capital humain est certainement au cœur des solutions pour le rattrapage.

Pour concevoir le programme du Congrès et recruter des conférenciers d'une qualité exceptionnelle, **Sylvie Dillard**, présidente de l'ASDEQ pour l'année 2009-2010, a eu recours aux services de **François Turenne**, sous-ministre, Ministère des Relations internationales, Québec, comme président du congrès 2010, et de **Bernard Matte**, sous-ministre associé d'Emploi-Québec et secrétaire général de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT), comme vice-président du congrès responsable de la programmation. Ces derniers, en dépit de leurs lourdes tâches, ont consacré plusieurs heures à l'organisation de ce congrès.

Une brochette impressionnante de plus de 30 conférenciers renommés, y compris, pour la deuxième fois, un récipiendaire du *Prix Nobel d'économie*, et provenant de différents milieux (académique, affaires, gouvernements), ainsi que des experts internationaux, sont venus traiter des diverses facettes de ce thème devant plus de 330 congressistes (nombre qui a surpassé toutes les attentes, preuve de la pertinence du contenu) qui sont venus entendre leur vision, leurs préoccupations et leurs diverses expériences. Une succession

de présentations a permis d'établir en termes concrets les enjeux de la thématique retenue par l'équipe de la Vieille Capitale, qui avait travaillé depuis plus d'un an à la préparation de cet événement. La plupart des présentations produites au congrès sont disponibles sur le site Internet de l'ASDEQ :

<http://www.asdeq.org/congres/congres.php>.

Une telle réflexion a su interpeller les économistes actifs en politiques publiques, et le congrès fut encore une occasion privilégiée de renouer et même créer des liens avec les nombreux collègues quelle que soit leur région, dans une ambiance conviviale et détendue. De l'avis de plusieurs observateurs, le 35^{ème} congrès fut un franc succès tant au plan de la qualité du programme que du niveau de participation.

LA CONFÉRENCE D'OUVERTURE

Pour une deuxième année d'affilée, un lauréat du *Prix Nobel d'économie* fut conférencier au congrès de l'Association. En effet, **James Heckman**, chercheur de l'Université de Chicago, lauréat en 2000 du *Prix Nobel d'économie*, fut le conférencier invité à présenter la conférence d'ouverture qui portait sur « *le développement du capital humain: une condition essentielle à la croissance économique* ». La présentation visait essentiellement à démonter l'argument

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7
Téléphone
514.342.7537
Télécopieur
514.342.3967
Courriel
national@asdeq.org
Internet
www.asdeq.org

www.asdeq.org

génétique, niant l'impact des politiques socio-économiques et éducatives, et à montrer l'importance d'agir auprès des enfants dès leur plus jeune âge, spécialement dans les milieux défavorisés. M. Heckman a eu recours à une approche multidisciplinaire s'appuyant principalement sur la biologie, la sociologie et la médecine. Son argument soutient que l'inné et l'acquis s'influencent. Dans sa présentation intitulée « *The Economics, Psychology, Biology of Producing Effective People* » (<http://www.asdeq.org/congres/pdf/2010/CO-James-Heckman.pdf>), M. Heckman a indiqué que la société américaine devient polarisée et moins productive. Différents facteurs en sont la cause dont notamment les bas niveaux de compétences et d'habiletés sociales qui entraînent des problèmes économiques et sociaux tels que l'obésité, le décrochage scolaire, les grossesses d'adolescentes, etc.

Il a aussi montré que :

- ▶ d'autres habiletés que l'intelligence (qui est mesurée par le QI) sont nécessaires - les habiletés sociales, la santé physique et mentale, l'attention, la motivation, la confiance, et les autres habiletés non cognitives ont une haute valeur prédictive quant à possibilité qu'une personne soit incarcérée avant l'âge de trente ans, qu'elle fume, qu'elle aille à l'université, qu'elle tombe enceinte à l'adolescence, etc.. Le niveau d'éducation des parents a également une

grande valeur prédictive.

- ▶ pour le développement de ces compétences, les familles jouent un plus grand rôle que l'école ou les gènes - le rôle de la famille est capital. Toute politique familiale doit donc être conçue comme intégrée aux politiques éducatives et socioéconomiques ;
- ▶ les interventions précoces dès la petite enfance présentent un plus haut rapport bénéfices/coûts que celles effectuées à l'adolescence ou à l'âge adulte - tout se joue dans les premières années de la vie. Les interventions tardives (politiques publiques socio économiques ou éducatives) n'ont pas vraiment d'effets très positifs sur les populations à risque, p. ex. le ratio enseignant/élèves n'est pas un déterminant du succès des politiques éducatives.

Les programmes actifs de main-d'œuvre et les frais d'inscription universitaire à rabais ne sont pas efficaces si la clientèle visée ne dispose pas des habiletés requises au départ. Le comportement des personnes est fonction de leurs aptitudes et des incitations à exercer ces compétences. Ces incitations proviennent des investissements des parents et de l'école de même que de la personnalité et des valeurs des parents. Plus l'investissement est précoce, plus il est rentable pour les compétences cognitives. Les premières années sont déterminantes dans l'acquisition de compétences fondatrices en relations sociales ▶

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7

Téléphone
514.342.7537

Télécopieur
514.342.3967

Courriel
national@asdeq.org

Internet
www.asdeq.org



TABLE D'HONNEUR ON APERÇOIT NOTAMMENT SYLVIE DILLARD, PRÉSIDENTE DE L'ASDEQ, JAMES HECKMAN, LAURÉAT EN 2000 DU PRIX NOBEL D'ÉCONOMIE, SAM HAMAD, MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE, MINISTRE DU TRAVAIL ET MINISTRE DE LA RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE, ET FRANÇOIS TURENNE, PRÉSIDENT DU CONGRÈS 2010.

et en intelligence émotionnelle. Sans cette base, toute acquisition cognitive est vouée plus ou moins à l'échec. Et sans cette base, il faut s'attendre à des conséquences négatives sur la vie sociale (crime, grossesses juvéniles) et sur la santé (obésité). L'argumentation de M. Heckman sur la nécessité de mettre en place des politiques publiques visant à contribuer à l'accumulation primitive de capital humain au sein de la famille afin d'obtenir le meilleur retour sur l'investissement, est remarquablement argumentée. Il en est de même pour l'intégration des politiques publiques.

LES PANELS / DÉBATS

► PANEL / DÉBAT N° 1

Enjeux nationaux et internationaux en matière de capital humain

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7

Téléphone
514.342.7537

Télécopieur
514.342.3967

Courriel
national@asdeq.org

Internet
www.asdeq.org

www.asdeq.org

Le premier « panel / débat », animé par **Bernard Matte**, sous-ministre associé d'Emploi-Québec et secrétaire général de la Commission des partenaires du marché du travail, a permis d'entendre **Don Drummond**, Vice-président senior et économiste en chef, Groupe financier Banque TD, et **François Eyraud**, Directeur exécutif du BIT et Directeur du Centre de formation de l'Organisation internationale du travail (OIT), sur les « *Enjeux nationaux et internationaux en matière de capital humain* » (<http://www.asdeq.org/congres/pdf/2010/PD1-Francois-Eyraud.pdf>).



DON DRUMMOND

Don Drummond a présenté « *Le rôle de l'éducation post-secondaire dans la transition vers une économie du savoir* » (<http://www.asdeq.org/congres/pdf/2010/PD1-Don-Drummond.pdf>).

En ce qui a trait aux

revenus par étudiant des universités, l'écart entre le Canada et les États-Unis s'est accru au cours de la période début des années 80 - début des années 2000 passant de 2000\$ à 8000\$. L'écart de diplomation universitaire entre le Québec et le Canada s'est accru au cours des dernières années. Les salaires réels sont reliés à la productivité. Or, l'écart de productivité entre le Canada et les pays émergents s'élargit rapidement - le Canada a glissé du 4^{ème} au 16^{ème} rang au niveau de la productivité. Pour augmenter la fréquentation universitaire, il faut viser les clientèles les plus résistantes : les

hommes, les autochtones, les personnes à bas revenus, celles dont les parents ne valorisent pas l'éducation. Il faut aussi mieux informer les classes défavorisées, car celles-ci surestiment les coûts des études universitaires et sous-estiment les bénéfices pouvant découler de l'éducation postsecondaire. Les programmes de subvention à la recherche ont eu pour effet de diminuer le temps en classe des professeurs. Il est possible que la qualité de la formation postsecondaire ait diminué. De plus, il semble que tout le débat au sein du G20 sur la refonte du système financier s'accompagne aussi d'une réflexion sur les enjeux de la transformation des secteurs entiers de l'économie, comme le secteur manufacturier et que dans ce cadre, les enjeux concernant le capital humain (sa préservation et son développement) sont perçus comme essentiels dans tous les scénarios de résolution de la crise financière. Il reste à voir si cette approche portera fruit à Toronto.



FRANÇOIS EYRAUD

François Eyraud a dit que, selon la Commission européenne, un accroissement de 1% de la formation entraîne une hausse de 3% de la productivité. Mais la formation ne suffit pas. Par exemple, la formation n'est pas toujours corrélée à la croissance des exportations - cette corrélation tient pour l'Asie seulement. Par ailleurs, il y a une relation inverse entre la productivité et l'emploi.

En diminuant la masse salariale, la hausse de la productivité a pu contribuer à accentuer la crise économique. Les qualifications deviennent rapidement périmées. Selon le *U.S. Bureau of Labor*, 50% des connaissances acquises en 1^{ère} année du baccalauréat sont désuètes en 4^{ème} année. La formation continue est nécessaire de même que les formations multiples en cours de carrière. L'adéquation entre l'offre et la demande de qualifications pose un problème. La demande pour les personnes sous-qualifiées baisse rapidement. Étant donné qu'on ne sait pas ce que seront les qualifications recherchées dans l'avenir, il faut donc que la formation initiale comporte une part importante de qualifications générales, « transportables ». Les préoccupations à l'égard de l'environnement vont certainement influencer les qualifications nécessaires, mais on ne sait pas encore très bien comment. Les politiques de formation doivent être intégrées à des politiques plus globales de développement économique, par exemple en lien avec la productivité ou l'emploi.

► PANEL / DÉBAT N° 2

Le défi du capital humain : suites prioritaires à donner de ce congrès

Le deuxième « panel / débat » a tenté d'identifier les suites prioritaires à donner de ce congrès.

Carole Beaulieu, Rédactrice en chef, *magazine L'Actualité*, **Jacques Ménard**, Président, *BMO Groupe financier (Québec)*, **Pierre Fortin**, Professeur titulaire, *Université du Québec*

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7
Téléphone
514.342.7537
Télécopieur
514.342.3967
Courriel
national@asdeq.org
Internet
www.asdeq.org

www.asdeq.org

à Montréal (UQAM), et Josée Lamoureux, Économiste, *Confédération des Syndicats Nationaux*, ont fait valoir leurs points de vue sur ce sujet. Jean-Luc Trahan, Président de la *Commission des partenaires du marché du travail*, agissait comme modérateur



CAROLE BEAULIEU

Carole Beaulieu croit qu'il faille affronter et dépasser les peurs qui nous paralysent. Nous sommes habités par des peurs ataviques, « qui remontent à la préhistoire -

nous sommes des hommes et des femmes des cavernes » :

1. peur de la différence - le Québec est une société de consensus. Nous sommes obsédés par l'application des règles uniformes alors que nous devrions accommoder davantage les différences, être plus flexibles, notamment sur le marché du travail ;
2. peur d'avoir l'air idiot - nous devrions questionner davantage les nouvelles technologies qui peuvent nous rendre plus productifs ou nous faire perdre du temps.
3. peur de la mort et de l'inconnu - les immigrants nous font peur parce qu'on les voit comme une menace à notre identité et à notre survie collective ; et
4. peur du savoir - l'école tue la curiosité.



JACQUES MÉNARD

Jacques Ménard a rappelé que le taux de diplômation universitaire est de 26 % à Montréal comparativement à 46 % à Boston et 48 % à Seattle. Seulement

60 % des jeunes (57 % pour les garçons) complètent leurs études secondaires après 5 ans. 72 % après 7 ans. L'Ontario est passée de 68 % à 77 % en 5 ans. Ici, on vise 80 % en 10 ans. Un environnement social favorable peut contrer le décrochage comme l'a démontré une expérience au Saguenay-Lac-St-Jean. Également à noter, l'expérience du docteur Julien dans Hochelaga-Maisonneuve : pédiatrie sociale pour préparer les jeunes à l'école.



PIERRE FORTIN

Pierre Fortin pense que les Québécois semblent habités par un « mal de vivre » :

- suicide : 82 % plus élevé qu'en Ontario ;
- avortement : 33 % ;
- incarcération : 16 % ;
- décrochage scolaire : 38 % ; et
- importance accordée à l'éducation : 38 % plus faible.

La situation est encore pire pour les hommes - ils se suicident 4 fois plus que les femmes et décrochent 48 % plus souvent. La scolarité moyenne est très acceptable (15,2 années comparativement à 15,3 en Ontario et 13,5 aux

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7

Téléphone
514.342.7537

Télécopieur
514.342.3967

Courriel
national@asdeq.org

Internet
www.asdeq.org

www.asdeq.org

États-Unis) grâce au taux élevé de persévérance et de réussite au niveau collégial. Selon **Philip Oreopoulos** (Université de Toronto), l'éducation a un grand impact psychologique et social : estime de soi ; santé ; stabilité du couple ; satisfaction au travail ; bénévolat, etc. Selon **Richard Tremblay** (Université de Montréal), la petite enfance, et notamment les interactions avec les parents, a une importance cruciale et irréversible sur le reste de la vie. Il faut encourager les initiatives locales (p. ex. programme d'alternance études-travail à une centaine d'élèves de l'école secondaire Paul-Germain-Ostiguy à Saint-Césaire).

Josée Lamoureux croit qu'il ne faut pas abandonner l'apprentissage des compétences de base en milieu de travail. Il faut plutôt élargir la notion de capital humain dans le sens de capacités humaines (**Amartya Sen**). Le développement humain est un vecteur essentiel de démocratie et d'autonomie personnelle.

PLÉNIÈRE

Vendredi en matinée, la séance plénière sur « *Le défi de la productivité : comment le Québec peut-il corriger son désavantage en mettant à contribution son capital humain ?* » était sous la présidence de **Hélène P. Tremblay**, ancienne présidente du *Conseil de la science et de la technologie*.



ROBERT GAGNÉ

Le conférencier **Robert Gagné**, Professeur titulaire et directeur du *Centre sur la productivité et la prospérité, Institut d'économie appliquée, HEC Montréal*,

a élaboré sur la « *Productivité et prospérité au Québec, bilan 1981-2008* » (<http://www.asdeq.org/congres/pdf/2010/P-Robert-Gagne.pdf>). Entre 1981 et 2008, il a rappelé que le PIB per capita avait crû plus rapidement aux États-Unis qu'au Canada. Cependant, le Canada dépasse les États-Unis au regard de l'indice du développement humain. La productivité est devenue un des principaux facteurs expliquant le niveau de vie inférieur du Québec par rapport à l'Ontario, au Canada et aux États-Unis. Le Québec, l'Ontario et le Canada sont aux 20^{ème}, 19^{ème} et 14^{ème} rangs (sur 27) dans l'OCDE en ce qui a trait à la productivité du travail. L'exemple de pays comme la Finlande, le Japon ou la France suggère que lorsqu'ils sont confrontés à des problèmes démographiques, les pays peuvent malgré tout augmenter leur productivité. L'histoire des régions peut expliquer les différences dans l'*entrepreneurship*. Ainsi, la Mauricie a trop longtemps pu compter sur la grande entreprise (investissement étranger) et les gens de la région n'ont pas développé d'aptitude entrepreneuriale ; à l'inverse, l'*entrepreneurship* beauceron s'explique peut-être par le fait que cette région n'a jamais pu compter sur les investissements étrangers et la grande industrie. ▶

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7

Téléphone
514.342.7537

Télécopieur
514.342.3967

Courriel
national@asdeq.org

Internet
www.asdeq.org

www.asdeq.org



CLAUDE MONTMARQUETTE

Suite à la présentation de M. Gagné, il y a eu un panel de discussions avec **Claude Montmarquette**, Président et fellow, *CIRANO*, Professeur

titulaire, Département de sciences économiques, Université de Montréal, Léa Cousineau, Présidente de l'*Institut coopératif pour l'éducation des adultes (ICEA)*, **Paul-André Lapointe**, Professeur titulaire, *Département des relations industrielles, Université Laval*, et **Claude Demers**, Président, *Association de la recherche industrielle du Québec*.

Claude Montmarquette a énoncé quelques hypothèses pouvant expliquer le faible niveau de productivité au Québec :

1. l'urbanisation, qui est plus faible au Québec qu'ailleurs au Canada, joue à l'encontre de la productivité. Le Québec est trop porté vers le développement des régions ;
2. la syndicalisation très poussée, soit près de 50% de la main-d'œuvre, est nuisible puisqu'elle permet l'accaparement de rentes par les syndiqués au détriment du reste de la population. ;
3. la taille de l'État - le gouvernement du Québec prélève beaucoup plus de ressources que le gouvernement de l'Ontario ; et
4. la *diplomation* universitaire est inférieure au Québec - le salaire minimum élevé est une incitation au décrochage.

Les gouvernements devraient établir une structure de rémunération plus progressive - le gouvernement du Québec doit donner l'exemple en sabrant dans ses somptueux régimes de bonis alors que les finances publiques sont dans un état lamentable. Le gouvernement du Québec devrait aussi abolir la Loi sur le développement de la formation de la main-d'œuvre (la *Loi du 1%*) puisqu'elle n'est pas efficace. Les programmes d'éducation des adultes, qui n'ont pas déjà une formation de base, sont inefficaces. Les adultes sont peu portés à l'épargne et à l'investissement (dans leur formation) ; ils préfèrent la consommation immédiate. Il faut plutôt viser les jeunes. Le gouvernement devrait également évaluer les professeurs. Au Québec, il semble y avoir une aversion au succès, p. ex. on est hostile à l'endroit des milliardaires. **M. Montmarquette** ne comprend pas la société québécoise. - « pourquoi les gens préfèrent-ils aller à la pêche en région (plutôt que de travailler à Montréal) ? » « Ce ne sont peut-être pas les économistes qui peuvent expliquer ces préférences culturelles. Peut-être les ethnologues ? »



LÉA COUSINEAU

Léa Cousineau a soutenu que la scolarisation est très insuffisante chez les adultes (1 million d'adultes sont sans diplôme d'études secondaires). Selon elle,

il faut développer une culture de la formation chez les personnes et dans les organisations. ▶

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7

Téléphone
514.342.7537

Télécopieur
514.342.3967

Courriel
national@asdeq.org

Internet
www.asdeq.org

www.asdeq.org

Elle maintient que l'apprentissage est nécessaire tout au long de la vie.



PAUL-ANDRÉ LAPOINTE

Paul-André Lapointe croit qu'il faille éviter les visions trop étroites. Les différences de productivité viennent surtout des modes de vie et leur

influence sur la distribution des services : préférences pour l'occupation du territoire, pour les services de proximité, etc. La taille de l'État et la syndicalisation n'expliquent pas tout. La syndicalisation contribue à réduire les écarts socio-économiques et à construire le dialogue social. Elle a un impact positif sur l'environnement institutionnel. En Norvège, le taux de syndicalisation atteint 50 % et cela n'a nullement empêché ce pays d'être parmi les plus prospères. L'industrie a ses torts également (ex. sous-investissement dans les pâtes et papiers). Il faut songer à l'organisation du travail. Réduire les coûts du travail ne confère pas d'avantages durables. La *Loi du 1 %* est nécessaire parce que les entreprises sont peu portées à investir dans la formation de leurs employés puisque ceux-ci peuvent les quitter pour une autre entreprise. Les bilans quinquennaux de la loi semblent assez positifs.

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7

Téléphone
514.342.7537

Télécopieur
514.342.3967

Courriel
national@asdeq.org

Internet
www.asdeq.org

www.asdeq.org



CLAUDE DEMERS

Claude Demers ne ressent aucun sentiment d'urgence dans la population en ce qui a trait à la productivité et au niveau de vie. Dans le quotidien, les gens ne sont

pas en contact avec les Américains. On ne voit pas suffisamment que le retard de productivité menace la compétitivité internationale. Les contacts avec les jeunes révèlent que ceux-ci ne sont pas intéressés à étudier. Ils veulent gagner de l'argent sans trop travailler ou prendre de responsabilités. Ils attendent passivement que la société leur offre des défis intéressants. Seulement 7 % des jeunes Québécois songent à créer leur entreprise comparativement à 14 % au Canada anglais et à 20 % aux États-Unis.

DÉJEUNER CAUSERIE



SAM HAMAD

Pour le premier déjeuner causerie, **Sam Hamad**, Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et Ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale,

a parlé de « *Politiques publiques et capital humain : enjeux et défis pour un Québec plus compétitif* ». M. Hamad a présenté son point de vue sur les enjeux et défis du capital humain, ainsi que du rôle de l'État comme régulateur du marché du travail et comme agent de mobilisation

des acteurs économiques de notre société. Il a aussi partagé sa vision du Québec en matière de capital humain et ses réflexions sur une politique du marché du travail de demain. Il a précisé que le Québec a retrouvé 125% des emplois perdus durant la récente récession. Diverses mesures seront donc mises de l'avant, visant à développer les compétences des travailleurs, à multiplier les stages et à soutenir les chercheurs d'emploi. Chaque nouvel immigrant au Québec qui arrive à l'aéroport, sera accompagné de l'aéroport jusqu'à ce qu'il soit sur le marché du travail. Ce suivi-là est nouveau en termes d'approche, parce qu'on veut s'assurer que l'immigrant ait toute la formation nécessaire, les compétences et surtout la chance de trouver un emploi.

ATELIER DE FORMATION

Un atelier de formation (optionnel), portant sur le « *Capital humain et marché du travail: un tour d'horizon* », a été présenté par **Rabah Arrache**, économiste, *Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale*, **Sylvain Bélisle**, *Service Canada*, **Yves Fortier**, *Emploi-Québec*, et **Mario Jodoin**, *Service Canada*. Cet atelier, animé par **François Poitras**, *Service Canada*, visait à fournir une vision d'ensemble de la situation et des principales tendances en matière de capital humain et de marché du travail au Québec. De plus, les liens avec le programme principal du congrès ont été mis en évidence.



ATELIER DE FORMATION BERNARD MATTE, PRÉSIDENT DE PROGRAMME DU CONGRÈS 2010, FRANÇOIS POITRAS, ANIMATEUR DE L'ATELIER, ET YVES FORTIER, CONFÉRENCIER

La présentation de **Rabah Arrache** a porté sur « *Le marché du travail au Québec: Le point sur l'emploi hautement qualifié et les travailleurs très scolarisés* » (http://www.asdeq.org/media/congres/ASDEQ_R.A_2010.pdf). Le Québec fait partie des pays les plus avancés en matière de scolarisation tant sur le plan quantitatif en considérant les effectifs de diplômés universitaires, diplômés du postsecondaire, que sur le plan qualitatif au regard des résultats de l'étude PISA qui place en 2006 les performances des jeunes Québécois de 15 ans dans le peloton de tête en lecture, en sciences et en mathématiques. La proportion de la population québécoise de 25-64 ans ayant un diplôme postsecondaire ou universitaire représente 24% de la population canadienne ayant le même grade (22% pour les universitaires), soit l'équivalent de son poids démographique par rapport au Canada. Le Québec compte en moyenne pour 23% de

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7

Téléphone
514.342.7537

Télécopieur
514.342.3967

Courriel
national@asdeq.org

Internet
www.asdeq.org

www.asdeq.org

l'emploi total et de l'emploi hautement qualifié du Canada pour les années 2007 à 2009.

Dans sa présentation sur les « *Tendances du marché du travail, vieillissement démographique, capital humain et niveau de vie* » (http://www.asdeq.org/media/congres/PDF_ASDEQ_2010_Atelier_12_mai_Yves_Fortier.pdf), **Yves Fortier** a élaboré sur les tendances du marché du travail (évolution comparée des taux d'emploi), et du vieillissement, marché du travail et niveau de vie. Le Québec a été moins touché par la récession et s'en sorti plus rapidement. Mais le rattrapage a commencé bien avant - un rattrapage sans grand éclat chez les hommes, mais assez remarquable chez les femmes et notable chez les jeunes. Le poids démographique de la population en âge de travailler diminue peu importe le scénario de prévision. Le profil des emplois a beaucoup changé, celui de la main-d'œuvre aussi. Le potentiel du taux d'emploi est suffisant pour assurer la création d'emplois prévue pour les prochaines années, mais pas pour compenser tout l'impact de la démographie sur le niveau de vie. Le taux de chômage recule fortement et le taux d'emploi fait un grand bond à l'obtention du premier diplôme; le plus grand bond dans la rémunération se produit à l'obtention du diplôme universitaire. La forte croissance de la scolarité de la population explique une bonne partie de celle du taux d'emploi.

La présentation de **Mario Jodoin** sur « *Les professions semi et non spécialisées au Québec, une espèce en voie de disparition au XXI^e siècle?* » a montré que la demande pour ce type de main-d'œuvre a crû au même rythme que dans les autres professions; davantage concentrées dans les services, ces professions sont beaucoup moins vulnérables à la délocalisation et aux changements technologiques qu'auparavant. Cependant, l'offre de main-d'œuvre traditionnelle pour ces professions se réduit constamment. Les employeurs des provinces qui flirtent avec le plein emploi utilisent de plus en plus de travailleurs étrangers temporaires pour combler leurs besoins en main-d'œuvre peu spécialisée. **M. Jodoin** a comparé la demande en main-d'œuvre de l'Alberta et du Québec, et a permis de mieux saisir les caractéristiques des politiques publiques provinciales sur l'emploi.

Sylvain Bélisle a dressé le portrait de la situation de la productivité au Québec et a établi les comparaisons pertinentes avec d'autres entités économiques dans sa présentation intitulée « *Productivité, capital humain et capital physique* ». Le Québec a affiché en moyenne, depuis 2000, un déficit de productivité de 4,8 % par rapport au Canada, et de 7,3 % par rapport à l'Ontario. La faiblesse de la productivité québécoise va de pair avec une utilisation moins intensive

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7
Téléphone
514.342.7537
Télécopieur
514.342.3967
Courriel
national@asdeq.org
Internet
www.asdeq.org

www.asdeq.org

de capital. Les investissements en machines et outillage par travailleur ont été de 18 % inférieurs à ceux de l'Ontario et de 20 % à ceux de l'ensemble du Canada. M. Belisle a aussi montré que les écarts de productivité avec l'Ontario ne s'expliquent pas que par la structure industrielle. Par ailleurs, au chapitre du capital humain, les écarts avec l'Ontario et le Canada sont plus faibles que pour les investissements en capital. Cependant, une moins grande présence de diplômés universitaires s'observe dans tous les genres de compétence. Finalement, plus de la moitié de la productivité du travail s'expliquerait, selon l'OCDE, par la productivité multifactorielle replaçant les capacités des entreprises et l'efficacité de leurs processus organisationnels au centre de l'enjeu de la compétitivité.

LES ATELIERS

Fidèles au thème du Congrès, les ateliers diversifiés ont permis de savoir s'il y a un problème, de faire le point sur les pistes de solutions, et d'identifier les solutions qui devront être mises en place pour face aux enjeux de demain.

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7

Téléphone
514.342.7537

Télécopieur
514.342.3967

Courriel
national@asdeq.org

Internet
www.asdeq.org

www.asdeq.org

► ATELIER N° 1

L'investissement en capital humain : le Québec est-il un chef de file ?

Le thème de cet atelier a été commenté par **Clément Lemelin**, professeur retraité du *Département des sciences économiques de l'UQAM*, **Jeremy Leonard**, Directeur de recherche, *Politiques économiques, Institut de recherche en politiques publiques (IRPP)*, et **Simon Prévost**, Président, *Manufacturiers et exportateurs du Québec (MEQ)*.

La présentation de **Clément Lemelin** s'intitulait « *Pour en finir avec l'éducation qui n'est pas une dépense mais un investissement* » (<http://www.asdeq.org/media/congres/ASDEQ-2010-final-ClementLemelin.pdf>). L'éducation, qui est un investissement en capital humain, entraîne aussi des dépenses. Même si l'éducation est un investissement, tout n'est pas permis : un projet d'investissement ne devrait être réalisé que si la valeur de ses avantages est supérieure à celle des coûts. L'école ne peut tout faire; elle doit se spécialiser là où sont ses avantages comparatifs. La principale contribution de l'éducation au succès économique de la société, selon M. **Lemelin**, est la transmission de connaissances et la constitution d'aptitudes qui serviront tout au long de la vie. L'effort en éducation du Québec est parmi les plus élevés au monde. L'effort n'a pas reculé ces dernières années aux niveaux primaire et secondaire pas plus qu'à

l'université. La position du Québec au podium de la fréquentation et de la sanction des études est plus ambiguë; par exemple, si le nombre de doctorats et de maîtrises décernés par les universités québécoises représentait 30 % du total canadien, le nombre de baccalauréats ne comptaient que pour 21 %. Le décrochage scolaire est l'un des pires échecs de la société québécoise et de son système d'éducation. La situation du Québec paraît incertaine quand on considère l'éducation sous l'angle de l'éducation tout au long de la vie; 22,4% des Québécois, contre 25,1% des Canadiens ont profité d'activités formelles de formation ou d'éducation. Le système d'éducation donne de bons produits immédiats. Mais les produits observés pour l'ensemble de la population et à plus long terme paraissent moins probants. Les rendements professionnels de l'éducation sont globalement satisfaisants.

Jeremy Leonard a présenté « *L'investissement en capital humain: le Québec est-il un chef de file ?* » (<http://www.asdeq.org/congres/pdf/2010/Jeremy-Leonard.pdf>). Les principes de base relativement au leadership en capital humain sont qu'il faut savoir quand, comment, et pourquoi le gouvernement doit intervenir - mieux vaut intervenir tôt que tard. Les bénéfices sont principalement privés, mais les bénéfices sociaux sont également importants. Après avoir examiné les volets de la Petite Enfance, de l'éducation postsecondaire, et de l'immigration, **M. Leonard** a conclu que :

- le Québec est un chef de file en investissements publics, mais pas en termes de bénéfiques;
- il faut trouver le juste milieu entre un système ciblé et un système universel. Les bénéfiques sociaux sont plus grands chez les personnes « à risque », (pas forcément issues de familles démunies);
- il n'est plus acceptable de subventionner les familles nanties à ce point; et
- l'intégration des immigrants est un investissement hautement rentable.

M. Leonard appuie la thèse de **James Heckman**, à savoir qu'il est plus facile d'éviter les problèmes d'éducation que de les réparer plus tard. Les bénéfices d'études universitaires sont considérables (revenus nettement supérieurs à ceux des diplômés du secondaire).

Finalement, **Simon Prévost** a élaboré sur « *l'investissement en capital humain et l'entreprise* » (<http://www.asdeq.org/congres/pdf/2010/Simon-Prevost.pdf>). Après avoir brossé un portrait du secteur manufacturier et des stratégies conjoncturelles, **M. Prévost** a parlé de l'investissement en capital humain du point de vue des entreprises et de l'investissement en capital humain et les entreprises au Québec. L'investissement en capital humain dans une entreprise est d'abord et avant tout une question de formation des travailleurs. Cependant, l'ensemble des efforts que fait une entreprise envers ses ressources humaines est aussi une

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7

Téléphone
514.342.7537

Télécopieur
514.342.3967

Courriel
national@asdeq.org
Internet
www.asdeq.org

forme d'investissement dans le capital humain - l'objectif ultime est sans doute l'augmentation de la productivité, mais d'autres enjeux sont importants (rétention de la main-d'œuvre, pénuries de travailleurs qualifiés, etc.). Malgré des lois incitatives et des intentions bien arrêtées des principaux joueurs, le Québec ne semble pas investir suffisamment dans son capital humain. La littérature économique n'est pas concluante quant à l'effet bénéfique de la formation sur la productivité des entreprises. Il faut sans doute revoir l'investissement dans le capital humain de manière beaucoup plus large pour englober un ensemble de bonnes pratiques au niveau de la gestion des entreprises. Les priorités sont multiples pour les entreprises, il faut :

- les inciter à investir dans le développement des compétences en milieu de travail ;
- miser sur le développement de compétences essentielles ;
- améliorer le soutien aux compétences appliquées et les programmes en technologie des collèges et universités ;
- valoriser la formation professionnelle et technique ;
- faciliter l'accès aux voyageurs d'affaires et aux immigrants qualifiés pour entrer, travailler et rester au pays ;
- encourager le développement d'accréditations reconnues nationalement et internationalement ;
- aider à identifier et communiquer les meilleures pratiques en matière de développement des compétences en milieu de travail et en gestion

des ressources humaines ; et

- mobiliser les employés vers des objectifs communs.

► ATELIER N° 2

L'immigration : une solution à la rareté de main-d'œuvre et un levier de développement économique ?

Elizabeth Ruddick, Directrice générale, *Recherche et évaluation, Citoyenneté et Immigration Canada*, Carl Viel, Président-Directeur général, *PÔLE Québec Chaudière-Appalaches*, et Brahim Boudarbat, Professeur agrégé, *École de relations industrielles, Université de Montréal*, ont été les conférenciers de cet atelier. Les statistiques présentées ont démontré clairement la différence significative entre les revenus des immigrants québécois et les natifs québécois - elle est beaucoup plus importante qu'en Ontario par exemple.

Elizabeth Ruddick a traité de « *Revenu d'emploi des immigrants qualifiés - Les facteurs importants et les mesures stratégiques qui ont été prises* » (<http://www.asdeq.org/congres/pdf/2010/A2-Elizabeth-Ruddick.pdf>). Elle a présenté une recherche sur les effets des modifications au système de sélection dans la catégorie des immigrants qualifiés sur leurs revenus. Les statistiques montrent que les revenus d'emploi des travailleurs qualifiés immigrants augmentent avec le nombre d'années de

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7

Téléphone
514.342.7537

Télécopieur
514.342.3967

Courriel
national@asdeq.org

Internet
www.asdeq.org

www.asdeq.org

résidence permanente au Canada et ont un revenu d'emploi supérieur à celui des autres immigrants, mais ce revenu a fléchi depuis les années 80.

Plusieurs mesures stratégiques ont été prises afin d'améliorer les résultats des travailleurs qualifiés et ceux des autres immigrants sélectionnés pour leurs aptitudes liées au marché du travail. Les plus récentes mesures stratégiques sont :

- en juin 2002 : introduction d'une nouvelle grille de sélection fédérale entièrement fondée sur le modèle du capital humain et abolissant l'éligibilité selon la profession ;
- en février 2008 : introduction d'une série de critères d'éligibilité qui s'appliquent à toutes les nouvelles demandes reçues dans le cadre du Programme des travailleurs qualifiés (fédéral) à partir du 27 février 2008 ; et
- en septembre 2008 : introduction de la catégorie de l'expérience canadienne (CEC).

De façon continue, *Citoyenneté et Immigration Canada* observe les résultats des immigrants et mène également des recherches et des évaluations afin de s'assurer de la meilleure atteinte possible des objectifs stratégiques et des programmes.

Dans sa présentation sur « *Intégration des immigrants au marché du travail au Québec* » (<http://www.asdeq.org/congres/pdf/2010/A2-Brahim-Bouardbat.pdf>), **Brahim Bouardbat** a rappelé que les immigrants au Québec proviennent d'Afrique

et parlent français dans une proportion de 60 %. Cette immigration est plutôt scolarisée puisque 58 % des immigrants détiennent un diplôme de baccalauréat comparativement à 16 % pour les résidents natifs. Il y a toutefois un problème de reconnaissance de ce diplôme et la plupart des immigrants ne réussissent pas à décrocher un emploi correspondant à ce diplôme. Sont-ils trop qualifiés pour nos besoins de main-d'œuvre ? L'âge de l'immigrant à l'arrivée joue beaucoup car les plus jeunes s'intègrent beaucoup plus vite. Une enquête sur les causes des difficultés d'intégration a révélé que le manque d'expérience de la société canadienne joue dans une proportion de 40 %. Seulement 15 % des immigrants attribuent leurs difficultés à la discrimination. Le fait qu'il n'y a pas autant d'immigrés à Montréal qu'à Toronto ou Vancouver peut jouer aussi. Au-delà d'une certaine masse critique, les communautés ethniques sont en effet plus à même de fournir des emplois et des services aux nouveaux arrivants. Par ailleurs, la majorité des immigrants n'aurait pas d'abord été motivés par les perspectives d'emploi, mais plutôt par l'attrait des programmes sociaux universels. Il est hasardeux de recruter en fonction des besoins actuels du marché du travail car ceux-ci changent rapidement, alors que les démarches d'immigration prennent environ trois années à se concrétiser. Il faut attirer les immigrants en région - l'intégration y est plus facile, mais c'est très coûteux.

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7

Téléphone
514.342.7537

Télécopieur
514.342.3967

Courriel
national@asdeq.org
Internet
www.asdeq.org

Carl Viel a montré dans sa présentation intitulée « *L'immigration : une solution à la rareté de main-d'œuvre et un levier de développement économique ?* » (http://www.asdeq.org/media/congres/Presentation_ASDEQ13mai2010CarlViel.pdf) qu'il y a plusieurs avantages à faire du recrutement international; il permet de contrer les pénuries de travailleurs stratégiques et de faire face à l'enjeu du déclin de la population active et du vieillissement de la population. Il a relaté l'expérience de la région de Québec qui a organisé des missions de recrutement à l'étranger ayant porté fruit. Depuis 2008, ce sont 150 travailleurs stratégiques (salaire moyen de 61 000\$) qui se sont installés dans la région pour un total de 350 immigrants. L'homogénéité linguistique de Québec peut constituer un attrait pour certains immigrants désireux d'apprendre le français. L'expérience de certaines villes montre que la mobilisation de la communauté peut être très utile.

► ATELIER N° 3 Politiques gagnantes pour répondre à la rareté de main-d'œuvre qualifiée

Le thème de cet atelier a été couvert par **Daniel Parent**, Professeur, *Département d'économie Université McGill*, **Josée Ouellet**, Vice-présidente, *Capital humain et Culture, Mouvement Desjardins*, et **Thierry Debrand**, *Institut de recherche et documentation en économie de la santé (IRDES) – France*.

Daniel Parent a discuté de « *La loi du 1 % au Québec et son impact sur la formation* » (<http://www.asdeq.org/congres/pdf/2010/A3-Daniel-Parent.pdf>). Il a fait une présentation convaincante sur le peu d'effet de *la loi du 1 %* sur la formation au Québec en comparant à la situation qui a prévalu en Ontario et dans le reste du Canada. Les résultats pour les hommes semblent beaucoup plus crédibles que ceux pour les femmes. L'intervention étant de nature relativement modeste, il aurait été très étonnant de trouver des effets gigantesques. Pour les femmes ayant un B.A. ou plus, les résultats sont semblables à ceux des hommes : c'est-à-dire pas d'effet. Pour ces dernières, le taux d'emploi a évolué de la même façon au Québec et ailleurs au Canada. Les raisons pour lesquelles des employeurs choisiraient de payer une surtaxe de 1 % (ou moins) plutôt que de satisfaire les exigences de la loi, sont les suivantes : fournir de la formation additionnelle n'est pas sans coûts pour l'employeur ; des travaux récents avec Nicole Fortin de UBC montrent un lien significatif entre la littératie (quantitative autant que littéraire) et l'incidence de la formation ; les employeurs choisissent qui sera formé et ils ne choisissent pas n'importe qui. S'assurer que les individus intègrent le marché du travail avec un minimum d'habiletés est probablement au moins aussi important que de forcer la main des employeurs pour corriger des lacunes ayant leur origine avant l'âge adulte.

ASDEQ
 C.P. 6128,
 succ. Centre-Ville
 Montréal (Québec)
 H3C 3J7
 Téléphone
 514.342.7537
 Télécopieur
 514.342.3967
 Courriel
 national@asdeq.org
 Internet
 www.asdeq.org

www.asdeq.org

La présentation de **Josée Ouellet** portait sur comment « *Faire face à la pénurie de main-d'œuvre chez Desjardins* » (<http://www.asdeq.org/congres/pdf/2010/A3-Josée-Ouellet.pdf>). Elle a relaté ce que faisait le *Mouvement Desjardins* pour attirer les meilleurs candidats, retenir sa main-d'œuvre en emploi, être concurrentiel, et se distinguer. Elle a conclu que la guerre des talents amène une transformation importante de la fonction ressources humaines dans l'organisation. Ce défi pousse une meilleure gestion des personnes et des risques pour une plus grande satisfaction des membres et des clients. Il devient incontournable d'intégrer les stratégies ressources humaines aux stratégies d'affaires.

Thierry Debrand a traité de « *Emploi et Seniors : Quels Freins ? Déterminants individuels et Rôle des institutions* » (<http://www.asdeq.org/congres/pdf/2010/asdeq2Debrand.pdf>). **M. Debrand**, un économiste de la santé, a démontré quels sont les déterminants reliés aux individus, aux contextes et aux systèmes de protection sociale qui font que les employés ne prennent pas leur retraite. Cette étude comparative des systèmes de retraite européens est basée sur la trouvaille d'**Heckman** qui vise à corriger les erreurs possibles liées à l'utilisation d'échantillons non aléatoires. En dépit de la pertinence des analyses, aucune politique publique annoncée n'a tenu compte de cette étude.

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7

Téléphone
514.342.7537

Télécopieur
514.342.3967

Courriel
national@asdeq.org

Internet
www.asdeq.org

www.asdeq.org

► ATELIER N° 4

La mobilité de la main-d'œuvre : une stratégie payante pour les entreprises et le Québec

Le thème de cet atelier a été traité par **Laurent Cardinal**, Directeur général, *Direction générale de la politique commerciale en Amérique du Nord, Affaires étrangères et Commerce international Canada*, **Benoît Dostie**, Professeur agrégé, *Institut d'économie appliquée, HEC Montréal*, et **Germain Lamonde**, Président-directeur général, *EXFO*.

Laurent Cardinal a développé le sous-thème de la « *Mobilité de la main-d'œuvre et les accords de libre-échange* » (<http://www.asdeq.org/congres/pdf/2010/Cardinal-Laurent.pdf>). Il a traité des obligations qui touchent la mobilité des personnes dans les accords bilatéraux et multilatéraux de libre-échange, qui demeurent un outil visant à faciliter la mobilité de la main-d'œuvre au Canada. L'admission temporaire et les accords de reconnaissance mutuelle demeurent des éléments clés de la négociation d'accords de libre-échange en dépit du fait qu'ils soient généralement méconnus. Les catégories de main-d'œuvre couvertes par les accords de libre-échange du Canada sont : les gens d'affaires en visite ; les négociants et investisseurs ; les personnes mutées à l'intérieur d'une compagnie ; les professionnels et techniciens ; et les conjoints. Cependant,

il a noté que la mobilité internationale des travailleurs se bute à quelques difficultés :

- séjour temporaire vs immigration ;
- protection de la sécurité du public ; et
- les défis institutionnels : dans le cas du projet d'accord Canada-UE, il y a 27 états membres, 10 provinces et 3 territoires, et les intérêts des associations professionnelles.

Benoît Dostie a parlé de « Réallocation de la main-d'œuvre et productivité » (<http://www.asdeq.org/congres/pdf/2010/dostie-asdeq.pdf>). Il soutient que la non-reconnaissance des diplômes est un frein à la mobilité. Or, aux États-Unis, 50 % des emplois sont régis par une licence professionnelle. Selon les données de l'OCDE, 15 % des emplois disparaissent à chaque année et sont remplacés par des nouveaux. La réallocation de la main-d'œuvre (incluant les mouvements volontaires) est de 2 à 3 fois plus élevée. Sur la base de ces ratios, on peut estimer qu'entre 1,2 et 1,8 millions de personnes changent d'emplois chaque année au Québec. La mobilité facilitera ces mouvements. La mobilité aide les entreprises à être plus productives. Elle déplace les travailleurs d'entreprises en déclin vers les entreprises en croissance ce qui accroît la performance de l'économie. Selon l'expérience internationale, la réallocation de la main-d'œuvre contribuerait à entre 40 et 75 % de la croissance de la productivité. Selon une thèse doctorale non encore terminée, cette

contribution serait de 75 % dans le cas du Canada. Selon les résultats préliminaires d'une autre étude en cours cette contribution serait moins importante au Québec. Les politiques visant la mobilité de la main-d'œuvre devraient d'abord viser le marché intérieur au Québec car les flux internes sont plus forts.

La présentation de **Germain Lamonde** a porté sur « *Le Canada et le Québec sont-ils compétitifs sur le marché international de la main-d'œuvre hautement qualifiée ?* » (<http://www.asdeq.org/congres/pdf/2010/ASDEQ-13-mai-2010GermainLamonde.pdf>). Tout d'abord, il a informé les participants qu'EXFO, établie dans 25 pays, est un leader mondial de la conception, de la fabrication et de la commercialisation de systèmes de fourniture de lumière. Les tâches sont effectuées là où les meilleures ressources sont disponibles. La firme a dû délocaliser des activités vers l'Inde parce qu'il était impossible de trouver à Québec les 500 employés requis. Pour EXFO, la mobilité va dans les deux sens - des étrangers viennent travailler au Québec, et des Québécois vont travailler à l'étranger. Les travailleurs internationaux ont une plus grande compétence pour l'adaptation culturelle aux usages locaux. EXFO utilise le plus possible la mobilité virtuelle en misant sur les équipes temporaires, les vidéoconférences, etc. Les principaux problèmes viennent de l'environnement légal. À cet égard, la mobilité est plus difficile avec les

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7
Téléphone
514.342.7537
Télécopieur
514.342.3967
Courriel
national@asdeq.org
Internet
www.asdeq.org

www.asdeq.org

États-Unis. Avec la Chine, c'est le problème de protéger la propriété intellectuelle.

HOMMAGES À GILLES BEAUSOLEIL

Sylvie Dillard a lu un hommage à la mémoire de Gilles Beausoleil que Gilles Paquet, Professeur émérite, *Centre d'études en gouvernance, Université d'Ottawa*, avait préparé pour l'occasion - « ...Gilles Beausoleil – l'homme-passerelle qui a réussi à donner son second souffle à l'ASDEQ en 1990. Il avait butiné autour de l'ASDEQ depuis 1985 en tant que Directeur des publications : juste le temps d'en bien comprendre les faiblesses. En 1990, il prend les commandes en tant que Directeur exécutif... Beausoleil cachait, derrière sa voix chevrotante et sous des airs de gestionnaire désorganisé, un talent d'animateur exceptionnel... L'idée des jeunes de l'ASDEQ de vouloir pérenniser sa mémoire me semble importante. Dans son cas, c'est moins l'œuvre qui compte – encore qu'elle soit significative – que l'homme – Gilles Beausoleil a été une sorte de Don Quichotte d'un autre âge, un âge où arrivait toujours sur la scène quelqu'un ou quelqu'une pour se porter volontaire et accepter la tâche ingrate de maintenir et de servir les institutions toujours fragiles de la société civile, pour en assurer justement la pérennité ». **Claude Castonguay**, ancien Ministre des *Affaires sociales du Québec*, avait lui aussi transmis un message

soulignant le très bon souvenir qu'il gardait de Gilles Beausoleil avec qui il a travaillé au cours des années 70 – « Gilles Beausoleil a fait partie de la première génération de hauts fonctionnaires bien formés et compétents qui à l'époque de la révolution tranquille ont créé la fonction publique québécoise moderne... Ma première tâche (en tant que ministre) fut de... réunir une équipe efficace en vue de l'assurance maladie et de la mise en place de notre système de santé. Gilles s'est joint à cette équipe qui a grandement bénéficié de son objectivité et de sa connaissance particulière du secteur des services sociaux ». Quant à l'idée de pérenniser sa mémoire, **Sylvie Dillard** était fière d'ajouter que l'ASDEQ pense à « créer, dès l'année 2010-2011, une bourse annuelle Gilles-Beausoleil, d'un montant encore à déterminer entre 2 500\$ et 5 000\$, pour le meilleur projet de thèse de maîtrise ou de doctorat de l'année, sur un thème à caractère social ou un sujet de politique publique; cette bourse pourrait être remise à l'occasion d'un petit déjeuner le dernier jour du congrès, ou lors d'une activité Gilles-Beausoleil sur un thème de politique publique, lorsque la tenue d'une telle activité serait possible, et le récipiendaire serait bien sûr invité à y faire une présentation. Nous croyons ainsi que la mémoire de feu Gilles Beausoleil sera perpétuée dans l'Association à laquelle il a voué une bonne partie de sa vie ». On se rappellera que M. **Beausoleil**, qui est décédé en

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7

Téléphone
514.342.7537

Télécopieur
514.342.3967

Courriel
national@asdeq.org

Internet
www.asdeq.org

décembre dernier, avait été directeur général de l'ASDEQ de 1988 à 1995. Sa contribution à l'ASDEQ a été considérable.

HOMMAGES À ALBAN D'AMOURS

Un hommage à **Alban D'Amours**, Président et chef de la direction de 2000 à 2008 du *Mouvement Desjardins*, a été rendu par **Sylvie Dillard**, Présidente de l'ASDEQ, et **Clément Gignac**, ministre du *Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation*.

Madame **Dillard** a rappelé que le Congrès est généralement l'occasion pour l'ASDEQ de manifester sa reconnaissance à des grands économistes québécois, qui ont marqué à la fois l'histoire économique du pays et la vie de l'Association. C'est avec une immense fierté qu'un hommage a été rendu à **Alban D'Amours** en lui conférant le titre de *membre honoraire de l'Association*. Il s'agit d'une reconnaissance prestigieuse puisque les critères de l'ASDEQ sont très élevés à cet égard, à savoir :

« *un membre honoraire de l'ASDEQ est un économiste qui a marqué la profession, notamment par la diffusion et la vulgarisation des connaissances économiques, qui a joué un rôle important dans l'économie du Québec et dont la contribution professionnelle aux activités de l'ASDEQ a permis à l'Association de grandir et d'atteindre la crédibilité et la visibilité qu'on lui connaît aujourd'hui* ». **Alban D'Amours**,



HOMMAGE À ALBAN D'AMOURS AU CENTRE, ALBAN D'AMOURS, PRÉSIDENT SORTANT DU MOUVEMENT DESJARDINS, RECEVANT LA PLAQUE LE CONFÉRANT MEMBRE HONORAIRE DE L'ASDEQ DES MAINS DE CLÉMENT GIGNAC, MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION ET DE CELLES DE SYLVIE DILLARD, PRÉSIDENTE DE L'ASDEQ.

qui fut le 16^e président de l'ASDEQ, en 1991-1992, et qui joué un rôle mémorable pour la qualité du fonctionnement de l'organisation et de sa gouvernance, est le huitième membre honoraire de l'ASDEQ à recevoir cet honneur. **Clément Gignac**, qui fut président de l'ASDEQ en 2008-2009, a aussi prononcé quelques mots en hommage à l'impressionnante carrière et la contribution inestimable d'**Alban D'Amours** au développement économique du Québec – M. **Gignac** a rappelé qu'il avait commencé sa carrière d'économiste au *Mouvement Desjardins*. C'est avec un grand plaisir qu'**Alban D'Amours** a accepté cet honneur. Il a confié que sa formation d'économiste lui avait été utile tout le long de sa carrière – un économiste a plus d'atouts que d'autres professionnels. M. **D'Amours** a insisté sur le fait qu'il faut s'ouvrir à la différence et a plaidé

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7

Téléphone
514.342.7537

Télécopieur
514.342.3967

Courriel
national@asdeq.org

Internet
www.asdeq.org

www.asdeq.org

avec vigueur pour la pluralité des modèles en économie. Il faut même repenser, à son avis, l'enseignement de la science économique.

DÉJEUNER DE CLÔTURE

Lors du déjeuner de clôture, **François Turenne**, Président du congrès 2010, a fait une courte synthèse du Congrès 2010. Il a conclu que « *Le capital humain : défis pour un Québec prospère* » était un thème fort pertinent. **M. Heckman** a souligné l'importance et l'influence de la famille, ainsi que l'importance de la formation des jeunes en bas âge. Les questions du capital humain a dépassé l'économie classique pour devenir multidisciplinaire. Un enjeu majeur de l'éducation est le décrochage scolaire. L'immigration est une solution à court terme pour faire face aux besoins de main-d'œuvre, mais une solution à long terme est nécessaire pour l'avenir. Il a retenu des

propos du ministre **Hamad** que le Québec avait agi avec beaucoup d'efficacité au cours de la récente crise – il a noté la récupération de 125 %. Selon certains conférenciers, la mobilité de la main-d'œuvre est un important facteur pour la croissance de la productivité. L'innovation sociale est une piste particulière à exploiter.

LA 36^{ÈME} ÉDITION DU CONGRÈS EN OUTAOUAIS EN 2011

François Delorme, Président de l'ASDEQ en 2010-2011, a dévoilé le thème du 36^e Congrès de l'ASDEQ qui se tiendra à Gatineau les 18-20 mai prochains sous le thème de « *Les nouveaux enjeux économiques, sociaux et culturels des technologies de l'information* ». **Marc Duhamel**, économiste principal, *Industrie Canada*, sera le Président du Congrès.

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7
Téléphone
514.342.7537
Télécopieur
514.342.3967
Courriel
national@asdeq.org
Internet
www.asdeq.org



MOT DE CLÔTURE PAR FRANÇOIS DELORME, PRÉSIDENT DE L'ASDEQ EN 2010-2011, INDUSTRIE CANADA

L'assemblée générale

L'Assemblée générale de l'Association a permis aux membres de constater que l'ASDEQ est devenue « une Association de plus en plus forte, crédible et reconnue », et qui compte maintenant plus de 900 membres.

Rapport de la Présidente

En tant que Présidente pour l'année 2009-2010, **Sylvie Dillard** a rapporté que ce fut une autre excellente année pour l'ASDEQ, qui a continué de croître en nombre et notoriété. « Notre association a démontré qu'elle est capable d'améliorer les services qu'elle offre à ses membres et d'assurer une contribution valable aux débats économiques » dit-elle. Elle a tenu à féliciter **François Turenne** et **Bernard Matte**, respectivement président du congrès et président de programme, l'équipe du comité organisateur du congrès ainsi que les membres du comité de financement pour le succès du Congrès 2010. Au cours de son mandat, madame **Dillard** a ouvert un dialogue avec quelques directeurs de département d'économie pour prendre connaissance de leurs attentes et voir les possibilités de collaboration accrue avec l'ASDEQ. Elle a enfin souligné tout particulièrement les efforts soutenus de **Charles A. Carrier**, qui a

été Directeur général pendant huit années. Elle souhaite la bienvenue et bonne chance à **Marie-France Germain** qui succède à M. Carrier.

Rapport du Directeur général

Charles A. Carrier, a livré son huitième et dernier rapport en tant que Directeur général de l'ASDEQ. Au cours de l'année 2009-2010, sa priorité fut de trouver un(e) candidat(e) pour prendre la relève à la direction générale de l'Association - le Conseil d'administration a accepté la nomination de **Marie-France Germain**. M. Carrier est fier de sa contribution à l'Association, et garde un bon souvenir de tous les collaborateurs avec qui il a travaillé au cours des huit dernières années à la direction générale de l'ASDEQ. M. Carrier ne quitte pas définitivement l'Association puisqu'il a accepté le poste de Conseiller auprès du Conseil d'administration de l'Association.

Présidence de l'ASDEQ

Comme le veut la tradition, la tenue des assises annuelles du Congrès marque également le changement à la présidence de l'ASDEQ (terme d'un an selon les statuts de l'ASDEQ). **Sylvie Dillard**, Présidente du Conseil de la Science et de la Technologie, et présidente de l'ASDEQ pour l'année 2009-2010, a souhaité la bienvenue et bonne chance à **François Delorme**, économiste

ÉQUIPE DE RÉDACTION

Directeur du bulletin
Gilles René

Collaboratrice
Marie-France Germain

Conception et design
Karine Bellerive

ASDEQ

C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7

Téléphone
514.342.7537

Télécopieur
514.342.3967

Courriel
national@asdeq.org

Internet
www.asdeq.org

en chef et directeur général, *Industrie Canada*,
comme président de l'ASDEQ pour l'année
2010-2011.

L'assemblée générale annuelle a également

ratifié la recommandation de la section de
Montréal de nommer **François Dupuis**, vice-
président et économiste en chef, *Mouvement
Desjardins*, à titre de président national désigné
de l'ASDEQ pour l'année 2011-2012.

Conseil d'administration de l'ASDEQ - 2010-2011

La composition du conseil d'administration pour l'année 2010-2011 est la suivante :

- Président › François Delorme
- Présidente sortante › Sylvie Dillard
- Président désigné › François Dupuis
- Trésorière › Lise Lefèbvre
- Secrétaire › Martin Comeau
- Directrice générale › Marie-France Germain
- Président, section de Montréal › Steeves Demers
- Président, section de Québec › Martin Hébert
- Présidente, section de l'Outaouais › Marie-Joséphine Nsengiyumva
- Directeur, section de Montréal › François Poitras
- Directeur, section de Québec › Bernard Barrucco
- Directrice, section de l'Outaouais › Judith Hamel

|||||